

## "Le jour est venu de changer de ton" dans The Guardian (25 juin 1984)

**Légende:** Le 25 juin 1984, commentant l'ouverture du Conseil européen de Fontainebleau, le quotidien travailliste britannique The Guardian estime qu'il est temps de surmonter les désaccords entre le gouvernement du Royaume-Uni et ses partenaires européens.

**Source:** The Guardian. 25.06.1984. Manchester: The Manchester Guardian and Evening News Ltd. "The day the shrillness has to stop", p. 15.

**Copyright:** (c) Traduction CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

**URL:**

[http://www.cvce.eu/obj/le\\_jour\\_est\\_venu\\_de\\_changer\\_de\\_ton\\_dans\\_the\\_guardian\\_25\\_juin\\_1984-fr-0ae13b19-9cb3-4bcb-b2d4-d6fc23c5a5d3.html](http://www.cvce.eu/obj/le_jour_est_venu_de_changer_de_ton_dans_the_guardian_25_juin_1984-fr-0ae13b19-9cb3-4bcb-b2d4-d6fc23c5a5d3.html)



**Date de dernière mise à jour:** 06/07/2016

## Le jour est venu de changer de ton

Voilà plus de quatre ans que dure la querelle entre Mme Thatcher et l'Europe. Cela ressemble à la guerre de Cent Ans. La lassitude générale et l'ennui extrême qu'elle a engendrés permettront peut-être aux dirigeants de la Communauté économique européenne de trouver un dénouement bienvenu à cette querelle lorsqu'ils se retrouveront à Fontainebleau aujourd'hui.

Les rumeurs vont bon train comme d'habitude. Certains disent que les Français et les Britanniques auraient presque trouvé un accord secret qui mettrait fin à la crise que connaît la Communauté européenne. D'autres prétendent que François Mitterrand joue son jeu habituel, prêt à chapeauter un compromis s'il s'avère possible, et à se retourner contre les Britanniques dans le cas contraire. Et qu'en est-il des Allemands? Les Français et les Anglais sont peut-être disposés à transiger, mais le trésorier de l'Europe est-il disposé cette fois-ci à payer?

Comme à l'accoutumée, les chefs d'Etat et de gouvernement se sont donné carte blanche pour un nouvel échec. C'est seulement au cours des derniers jours qu'une réelle activité diplomatique s'est axée sur l'épineux problème qui consiste à évaluer et à redresser la contribution anormale de la Grande-Bretagne au budget de la CEE. Depuis, le président français, qui est également le président en exercice de la Communauté, s'est absenté à Moscou et l'Elysée n'a guère donné signe de vie. Tout comme ce fut le cas lors du sommet de Bruxelles en mars, on peut craindre que la complexité des formules d'ajustement des contributions budgétaires ne s'avère trop retorse pour les têtes pensantes réunies autour de la table.

Toutefois, il arrive un moment où tout le monde s'accorde à dire: cela ne peut plus durer. Pour les journalistes politiques aussi il arrive un moment où il faut cesser d'écouter, ne plus prêter l'oreille ni aux rumeurs ni à la désinformation, mais se concentrer sur l'idée que ce qui doit arriver arrivera. Il faut trouver un compromis à Fontainebleau, et je pense qu'on le trouvera.

La Communauté européenne est arrivée à un point où elle menace de se désintégrer si elle ne parvient pas à faire un nouveau pas en avant. La «relance» de la Communauté européenne à Fontainebleau ne sera possible que si l'on parvient à résoudre le «problème britannique».

On semble s'en être aperçu en France, malgré tous les discours récents sur une Europe à deux vitesses ou à plusieurs vitesses. Il ne suffit cependant pas d'en conclure que l'Europe ne peut pas se faire sans la Grande-Bretagne. La question est bien plus terre-à-terre et importante que cela. La politique agricole commune ne peut pas survivre sans la coopération de la Grande-Bretagne.

Le président Mitterrand souhaiterait faire de Fontainebleau la nouvelle rampe de lancement de l'Europe. Il a ses raisons, mais son souhait est partagé par bien d'autres. Les dirigeants de la Communauté européenne sont tous conscients du spectre du déclin. Le récent sommet à Londres des sept pays les plus industrialisés a eu pour conséquence de concentrer l'attention des Européens sur la réussite des Etats-Unis. Si l'Europe ne parvient pas à donner de nouvelles structures et de nouvelles dimensions à sa coopération, elle risque d'accuser un retard de plus en plus important par rapport aux Etats-Unis et au Japon. Les dirigeants de la Communauté ne sont peut-être pas d'accord sur les moyens et la façon de procéder, mais ils savent tous pertinemment bien que quelque chose doit être fait.

Ils ont également fait les frais de leur désunion lors du sommet de Londres. Il n'y avait pas de net interlocuteur européen face aux Etats-Unis. Aujourd'hui, confrontés une fois de plus à la pression des Etats-Unis pour qu'ils accroissent leurs dépenses militaires, et de plus en plus inquiets eux-mêmes de la tournure que prennent les relations Est-Ouest, les Européens ne doivent pas faire de leur propre sommet à Fontainebleau un nouveau théâtre de leur incapacité et de leur désarroi.

La plupart des pressions politiques, qu'elles soient internationales ou nationales, les poussent à prendre des initiatives et des décisions. Les élections au Parlement européen ont non seulement mis en évidence l'apathie et la désillusion, mais également la naissance d'un dangereux mouvement de protestation. Le nationalisme et le neutralisme prennent de plus en plus d'ampleur en Europe. En Allemagne, le chancelier

Helmut Kohl, qui tend vers l'Est, a besoin de pouvoir s'appuyer, à l'Ouest, sur une Communauté européenne à laquelle il vaut la peine d'appartenir et pour laquelle il vaut la peine de payer. La France, toujours inquiète face aux Allemands, a les mêmes intérêts.

Le président Mitterrand, repoussé lors des élections européennes, a besoin de pouvoir jouer un rôle important et de remporter des succès. Si sa coalition de gauche est dissoute, il va devoir recourir au soutien du centre qui, en France, comme en Grande-Bretagne, est de tendance plutôt «européenne». Si le sommet de Fontainebleau échoue, il devra faire face au mécontentement des agriculteurs et à la saignée substantielle du trésor public français, puisque l'argent de Bruxelles fera défaut.

Mme Thatcher doit, elle aussi, réfléchir à sa réputation. Elle fait preuve d'une détermination et d'une ténacité sans pareilles, mais elle manque de souplesse et d'esprit de compromis. Son image a été, pour son parti, une grande force après la guerre des Malouines, mais il se transforme petit à petit en fardeau. A Luxembourg, la semaine dernière, Sir Geoffrey Howe a annoncé la volonté britannique d'arriver à un compromis et a habilement reporté la responsabilité sur les neuf Etats membres. Toutefois, si Madame le Premier ministre devait sortir de Fontainebleau une fois de plus isolée et intraitable, son image de personne irréductible s'en verrait renforcée. Comme la grève des mineurs s'éternise, de plus en plus âpre, peut-elle se permettre la réputation d'être à la fois têtue à l'étranger et intransigeante dans son pays?

Les gens peuvent penser qu'elle a raison de réclamer «notre argent», ils peuvent ne pas penser beaucoup de bien du Marché commun et moins encore de la politique agricole commune, on a quand même l'impression, en même temps, qu'ils en ont assez d'entendre parler du budget et qu'ils commencent à se dire qu'il est temps d'en finir avec ce problème.

Mme Thatcher elle-même, souvent sensible à l'opinion publique, en a plus qu'assez de ce sujet. Lorsqu'elle répétait pour la énième fois son argumentation avec ses conseillers l'autre soir, elle a montré des signes de fatigue, ce qui est exceptionnel, rien qu'en entendant le son de sa propre voix.

En outre, le moment est venu pour elle de faire ses comptes et de prendre des décisions. Elle n'obtiendra pas plus de la part des Français que ce qu'elle pourra obtenir de François Mitterrand en cette fin de présidence française de la CEE. Elle le sait, et lui sait qu'elle le sait. Son ton criard et ses tactiques exaspérantes ont largement porté leurs fruits: sous la contrainte, les autres membres de la Communauté ont reconnu et abordé le «problème britannique». D'importantes réformes des procédures budgétaires et de la PAC ont été engagées, mais aujourd'hui elle est arrivée au bout de ses tactiques et doit transiger.

Cela n'est pas facile pour elle. Elle va devoir avaler certains mots - «un régime plus que salubre pour un politicien», a déclaré un jour Churchill, son mentor. Elle ne pourra rapporter de Fontainebleau que cette moitié de gâteau dont elle avait juré qu'elle ne suffirait jamais. Elle s'était fixé pour but, à l'origine, de redresser la balance des contributions et des recettes britanniques. Les diminutions ad hoc obtenues petit à petit ont abouti à un reste approximatif des deux tiers de la contribution nette de la Grande-Bretagne. Si l'on arrive à un compromis à Fontainebleau, il ira moins loin que cela, du moins selon la conception britannique.

Le nouvel accord aura l'avantage d'être durable et, dans une certaine mesure, de s'autoréguler. Toutefois, le budget de la CEE continuera à croître et l'importance absolue de la contribution britannique avec lui. Le coût de la PAC augmentera encore, même après sa réforme. Et l'adhésion, d'ici deux ans, du Portugal et de l'Espagne augmentera encore les charges à supporter par les pays du nord de la Communauté.

Même en se fondant sur la dernière requête de Mme Thatcher à Bruxelles en mars dernier -qu'elle devra maintenant modérer -, le ministère des Affaires étrangères estime que la contribution nette de la Grande-Bretagne pourrait atteindre 600 millions de livres par an en 1988, ce qui représenterait encore près de la moitié du montant actuel.

Certains membres de son parti n'approuveront pas ce marché. Ils n'approuvent pas du tout l'idée de donner davantage d'argent à la CEE. Un accord qui vise à accroître le budget de la CEE, en augmentant les transferts de TVA par les Etats membres, doit être ratifié par les parlements. À la Chambre des Communes,

il y aura une révolte des membres sans portefeuille. Selon les chefs de file, 50 à 60 Conservateurs refusent de soutenir le gouvernement, toutefois j'en doute. Il n'est cependant pas exclu que le Premier ministre doive compter sur les votes des libéraux et du PSD, ce qui ne lui plairait pas du tout.

Mais Mme Thatcher va aussi devoir compter avec l'aile européenne de son parti. Lorsqu'elle a menacé, après l'échec de Bruxelles, de retenir illégalement les contributions britanniques, une large révolte s'en est suivie. Elle fut avertie qu'Edward Heath, Francis Pym, Sir Ian Gilmour et James Prior encourageraient un vote de méfiance à l'égard du gouvernement. James Prior aurait dû alors quitter le Cabinet. Elle céda immédiatement et retira sa menace.

Quoi qu'elle fasse maintenant, elle se heurtera à des difficultés. C'est pour elle l'occasion de placer son pays avant son parti. Le compromis n'est pas dans sa nature, mais lorsqu'elle ne peut plus faire autrement elle est capable d'agir avec courage. La querelle entre la Grande-Bretagne et ses partenaires de la Communauté est dégradante, avilissante et stupide, pour eux comme pour nous. Tout le monde s'accorde désormais à dire qu'il faut en finir. Et il est temps de le faire.

Peter Jenkins